

Initiatives ministérielles

colonie britannique, a complété le Canada en entrant dans la Confédération.

On parle du chemin de fer et de la façon dont les conservateurs et les libéraux ont respecté ce qu'ils ont signé il y a plus d'un siècle et de la façon dont ils ont subventionné cela aussi.

Vous vous êtes déchargé de toute responsabilité sur le secteur privé, et vous voulez maintenant utiliser les fonds publics pour ce projet bidon.

Je suis émerveillé de voir les moyens que peuvent trouver les libéraux et les conservateurs pour gaspiller les deniers publics dans des choses aussi stupides. Si vous croyez que vous avez raison, allez expliquer aux habitants de la Colombie-Britannique pourquoi nous devrions contribuer au financement de cette idée stupide, alors que nous ne recevons pas un sou pour les coûts de transport entre la ville de Vancouver et l'île de Vancouver. Venez nous le dire. Et venez nous dire pourquoi il faudrait doubler le montant.

Mme Dobbie: Est-ce que ce sont de vraies larmes?

M. Barrett: Je ne vois aucun inconvénient à ce qu'on chahute, cela m'amuse en fait, mais à un certain point la stupidité devient tellement criante qu'elle jette le ridicule même sur les libéraux et les conservateurs.

L'hon. Doug Lewis (solliciteur général du Canada): Monsieur le président, je suis subjugué par la logique du député.

Depuis des années, la Colombie-Britannique réclame la construction d'un chemin de fer sur l'île de Vancouver, alléguant que l'entente qui est à l'origine de l'entrée de cette province dans la Confédération prévoyait justement la construction d'un chemin de fer.

Le député doit bien savoir que l'entente qui est à l'origine de l'entrée de l'Île-du-Prince-Édouard dans la Confédération lui garantissait un moyen d'accès au continent. Nous essayons justement de faciliter l'accès des habitants de l'île au continent, par un moyen d'accès qui ne soit jamais interrompu.

Mon collègue n'habite pas en Ontario, dont les habitants visitent régulièrement l'Île-du-Prince-Édouard et pour qui le problème le plus important est justement l'attente d'un traversier. Mon collègue ignore tout de ce problème. Dans votre parti, vous n'avez sans doute pas à attendre le traversier, mais c'est le cas des gens de notre parti.

Une voix: En Colombie-Britannique, il faut parfois attendre des heures.

M. Lewis: Que mon collègue se rende à l'évidence: s'il entend appliquer le principe à la Colombie-Britannique, il doit aussi l'appliquer à l'Île-du-Prince-Édouard.

M. Barrett: Pensez-vous que les conservateurs ont reconnu le principe du chemin de fer E and N lorsque le CPR l'a supprimé?

Une voix: Non.

M. Barrett: Non. Il a fallu que nous allions devant les tribunaux. Nous n'avons obtenu aucune aide du gouvernement fédéral. C'est vous qui avez permis le démantèlement des chemins de fer. On nous avait promis un service voyageurs lors de l'arrivée de CPR; ce sont les libéraux et les conservateurs qui ont tiré le CPR du pétrin et qui n'ont jamais exigé le remboursement de la moindre concession. Ils lui ont donné des droits de coupe, des droits miniers, une bande de terrain de 10 milles de chaque côté de la voie ferrée et dès que la compagnie a dit qu'elle courrait à la ruine, le gouvernement est intervenu en disant: «Vous nous faites pitié, pauvre de vous. Nous allons vous prendre en charge et faire payer les contribuables.»

Arrêtez de me raconter des bobards et de prétendre que ce gouvernement ou que les libéraux ont pris le parti du peuple canadien lors de l'accord original sur les chemins de fer. Il a fallu que nous allions jusqu'à la Cour suprême de Colombie-Britannique pour avoir le droit de récupérer notre chemin de fer.

Les libéraux et les conservateurs ont fait leur preuve; ils ne cessent de trahir non seulement l'Ouest mais tous les contribuables du pays. Prétendre qu'il existe une différence entre ce gouvernement et les libéraux n'est que pure imagination. Le peuple canadien est une fois encore en train de se faire passer un sapin en étant forcé d'accepter des marchés stupides qui ne rapportent rien de raisonnable aux petites gens du pays.

Je ne peux pas être plus clair. Je mets au défi mes bons amis d'aller dans n'importe quelle ville canadienne et de prendre en public la défense de cette idée stupide. Je m'inscrirai en faux et on verra bien ce qu'en pensera l'auditoire.

L'hon. John C. Crosbie (ministre des Pêches et des Océans et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique): Monsieur le Président, je suis très surpris de la véhémence dont le député fait preuve aujourd'hui à propos du projet de lien de transport terrestre avec l'Île-du-Prince-Édouard.

Il ne saurait s'agir de gratitude politique de la part du gouvernement puisque celui-ci n'a pas reçu d'appui de l'Île-du-Prince-Édouard sous forme de sièges lors des dernières élections et qu'il ignore quel sort les habitants de l'île lui réservent aux prochaines élections. Nous appuyons et mettons de l'avant ce projet parce que ça fait 100 ans que ce besoin se fait sentir pour l'Île-du-Prince-Édouard en particulier et pour les Maritimes en général.